



La Commune



La conférence « sociale » sur les retraites : Dirigeants syndicaux, n'y allez pas !

La conférence « sociale » sur les retraites : Dirigeants syndicaux | Chronique hebdo, 4 juin 2013

Le CPN du NPA réuni le week-end dernier a, entre autres résolutions, adopté la position suivante, à propos des retraites : " *Il est évident que le gouvernement Hollande-Ayrault ne peut espérer faire passer cette contre-réforme qu'avec la participation des directions des confédérations syndicales à ces prétendues négociations. En conséquence, le NPA engage ses militants dans une bataille publique d'unité partout et surtout dans les syndicats sur le mot d'ordre: "n'allez pas aux négociations"*. Le combat uni contre la réforme scélérate qui se trame commence en effet nécessairement par cette exigence.

Tout d'abord, les salariés savent maintenant à quoi servent les Conférences sociales du gouvernement. La Conférence sociale de juillet dernier a été l'antichambre de l'élaboration de l'accord national interprofessionnel et de la " réforme du marché du travail " qui s'en est suivie, sur la ligne des accords emplois-compétitivité défendue par Sarkozy tout au long de sa campagne et de " la liberté de licencier ". La CGT et FO qui avaient accepté de jouer le jeu de ces " négociations " ont, de ce fait, paralysé toute possible mobilisation, une fois cet accord paraphé. Ces dirigeants qui ont coutume de rejeter sur les salariés la responsabilité d'une faible mobilisation sont, en réalité, les premiers responsables de cet état des choses.

Le gouvernement veut enchaîner les syndicats à ses réformes

_ A la lumière de l'expérience, les salariés comprennent qu'une conférence sociale " sur les retraites " ne peut pas être une vraie négociation. Le gouvernement, lui-même, comprend que les travailleurs ne sont pas dupes de cette forme pervertie de dialogue social.

Qu'à cela ne tienne, le but du gouvernement ne consiste pas simplement à faire croire que sa réforme des retraites sera précédée par une " phase de dialogue social " qui donnera un vernis de " légitimité " à sa réforme. Le but du gouvernement est d'associer les directions syndicales à l'élaboration de cette réforme, autour de laquelle il ne règne aucun suspense. Il veut les enchaîner à sa politique.

" Une réforme impopulaire "

_ Pour preuve que cette " concertation " n'a d'autre but que d'associer les organisations syndicales à la " réforme ", le futur rapporteur du projet de loi " à part entière " visant les retraites, n'attend pas pour vendre la mèche. Ce futur rapporteur, le député Michel Issindou annonce que le projet de loi sera déposé dans la deuxième quinzaine de septembre et qu'il sera débattu dans la foulée au Parlement. Frapper, vite ; frapper, fort, en somme. " *C'est une réforme d'ampleur (...) Nous aurions tort de faire une réforme au rabais* ", prévient-il. Et, d'ajouter : " *Il y aura des tensions, je pense que ce sera dur, il y aura des mouvements dans la rue, mais par rapport à 2010 (précédente réforme des retraites, NDLR), l'opinion publique est plus prête à entendre les choses* ", selon lui. " *De toute façon, nous allons être impopulaires avec cette réforme, et tant qu'à l'être, autant faire des choses utiles pour l'avenir (...), qu'au moins nous allions au fond des choses* ". Et, ainsi de suite...

" *Nous n'échapperons pas à un allongement de la durée de cotisation, car c'est la mesure qui produit le plus d'effets à terme* ", a souligné le député de l'Isère.

Allongement de la durée de cotisations et " rapprochement public-privé "

_ " *il y a un autre sujet qui fera débat, c'est celui du rapprochement public-privé* " : " *il faut crever l'abcès et nous ne réussirons pas si nous ne passons pas par cette phase-là* " ; ce qui est visé, c'est le mode de calcul des pensions (basé dans le " public " sur les six derniers mois) qu'il faudrait aligner sur le mode de calcul imposé dans le privé par la réforme Balladur : 25 meilleures années !

_ Cyniquement, il argumente à propos de l'augmentation de la durée de cotisations :

" *C'est la mesure qui rapporte le plus rapidement mais aussi qui laisse le plus de porte de sortie. Il sera toujours possible de partir à 62 ans pour ceux qui n'auront pas les trimestres de cotisation suffisants à condition d'accepter en contrepartie d'avoir une retraite minorée.* "

Cyniquement pénible

_ Aucun interstice n'est laissé aux négociateurs syndicaux : tout au plus, en fonction du " rapport de force ", un os à ronger : " *On pourrait imaginer qu'un ouvrier qui aurait travaillé dix ans à la chaîne bénéficie d'un trimestre en plus* " mais, s'empresse-t-il d'ajouter " *Cela pourrait concerner seulement quelques centaines de milliers de personnes* ".

Plus cyniquement encore, il laisse tomber " *Tant qu'à être impopulaire, autant être utile* ". (Sans doute a-t-il pris au pied de la lettre la devise satirique de Francis Blanche : " *il ne suffit pas d'être inutile, encore faut-il être odieux* "). Et tant qu'à être odieux, pour le compte du Medef, il annonce l'alignement de la CSG des retraités sur celle des actifs (sauf pour les " petites retraites "). Et, comme si cela ne suffisait pas, la piste d'une " hausse des cotisations " est loin d'être écartée. Sur ce dernier aspect de ce jeu de massacre qu'est la fausse négociation du 21 juin, force nous est de constater que les dirigeants de la CGT et de FO sont d'accord sur une hausse des cotisations. Ce qui revient à soutenir la thèse du prétendu déficit des régimes de retraites, et à

plaider en faveur d'une baisse du salaire net des travailleurs.

Ce qui divise

_ Ces deux appareils sont quasiment d'accord sur tout, entre eux, et, surtout d'accord pour empêcher que ne se réalise l'unité des deux confédérations ouvrières (avec la FSU et Solidaires) contre la réforme. l'un (Mailly) tirant prétexte des tractations que l'autre amorce avec la CFDT, l'autre (Lepaon) pouvant lui rétorquer que FO a signé avec la CFDT l'accord sur les retraites complémentaires qui ordonne la désindexation des pensions de retraite complémentaire.

Voilà qui montre bien jusqu'à quel point ce type de conférence de régression sociale est propice à la division syndicale.

Le combat d'unité

_ Voilà pourquoi le combat uni contre toute réforme des retraites passe nécessairement par le combat d'unité pour que les dirigeants syndicaux n'aillent pas à la conférence des 21-22 juin et qu'ils refusent toute discussion " préparatoire " à la réforme qui s'annonce. Ce ne sont pas des suppliques adressées à Lepaon et Mailly. C'est un combat à mener partout, dans les entreprises, dans les syndicats. Ce combat immédiat fait partie intégrante de la préparation de la grève générale pour en finir avec le gouvernement et sa politique, pour la satisfaction des revendications vitales et la rupture avec le capitalisme. Ce combat est nécessaire et vital pour aider les travailleurs à reprendre en main leurs syndicats comme outil de leur défense quotidienne.

Jean-Paul Cros (commission de médiation, 34, Y), Pedro Carrasquedo (CPN, 64, Y) Daniel Petri (75, Y), Wladimir Susanj (CPN, 75, Y)

Modifié le mardi 04 juin 2013

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>